

IL A DONNÉ SON ACCORD POUR LA FINALISATION DE TOUS
LES STATUTS PARTICULIERS ET RÉGIMES INDEMNITAIRES

Ould-Abbès cède devant la menace
des syndicats

Le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière, Djamel Ould-Abbès, n'a pu résister à la pression des représentants des travailleurs du secteur de la santé. Avant-hier, il a donné son aval pour la finalisation des statuts et régimes indemnitaires des travailleurs du secteur.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est à partir de la Maison du peuple Abdelhak Ben Hamouda que le ministre de la Santé et de la Réforme hospitalière a donné son accord pour la finalisation de ce qui reste des statuts particuliers et des régimes indemnitaires des travailleurs de la santé. Il s'agit notamment des régimes indemnitaires des paramédicaux et du statut particulier des praticiens médicaux titulaires d'un certificat d'études spécialisées.

Le coup d'envoi a été donné lors d'une rencontre qui a eu lieu avant-hier au siège de la Centrale syndicale en présence du secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd. Ainsi, «l'alliance faite entre la fédération des travailleurs de la santé affiliée à l'UGTA et quelques représentants des syndicats autonome de la santé a contraint le ministère de tutelle à faire marche arrière, «pour éviter d'engager un bras de fer aux conséquences inattendues».

Pour rappel, les syndicalistes du secteur de la santé ont menacé de recourir à une démonstration de force, d'ou le préavis de grève déposé en fin de semaine dernière. En effet, la position du premier responsable du département de la santé à l'égard de la représentation syndicale a poussé les représentants des travailleurs à opter pour la démonstration de force.

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière avait franchi, dit-on, un pas «grave» dans ses rapports conflictuels avec les représentants des travailleurs du secteur. Un protocole d'accord ayant sanctionné une réunion d'évaluation le 10 janvier et qui a regroupé le secrétaire national chargé des conflits sociaux à la Centrale syndicale et le ministre de la Santé, M. Ould-Abbès, devait aboutir à la mise en place d'un «règlement de toutes les questions du secteur restées en suspens».

Les deux parties ont convenu

du «dépôt de trois avant-projets de statuts relatifs aux paramédicaux, aux biologistes et aux sages-femmes, de la mise en place d'une commission pour la relance de l'avant-projet du statut particulier des praticiens médicaux titulaires d'un certificat d'études spécialisées, de la relance du processus des statuts particuliers et des régimes indemnitaires pour faire bénéficier les travailleurs de la santé concernés dans les meilleurs délais et de l'installation des commissions mixtes chargées de traiter les autres dossiers sensibles».

Or, à la grande surprise de ses partenaires sociaux, le ministre de la Santé s'est rétracté. Il a demandé à son secrétaire général de ne pas reconnaître le communiqué commun et ce dernier a donc refusé de le parapher.

Une situation qui a soulevé moult interrogations, entre autres celle de savoir si ce «refus est momentané» ou «s'agit-il d'un choix délibéré de la part du département de la santé ?» Volte-face, une semaine après, soit le 17 janvier dernier, le ministère de la Santé saisit toutes les Directions de wilaya de la santé et de la population (DSP), leur demandant de «désigner un paramédical de (votre) établissement non affilié à aucun syndicat pour

participer à une réunion sur les statuts des paramédicaux», qui devait avoir lieu le jeudi 20 janvier 2011 au niveau de l'Institut Pasteur d'Algérie, à Dely-Brahim, à Alger.

Ces structures ont été saisies dans une correspondance, dont nous détenons une copie. Il y est exigé de communiquer «le nom du paramédical désigné qui doit parvenir à (mes) services au plus tard lundi 17 janvier 2011». Ce retournement du département de la santé est qualifié de «véritable provocation des travailleurs du secteur et particulièrement de leurs représentants syndicaux».

Cependant, il ne peut y avoir de revalorisation salariale tant que les régimes indemnitaires n'ont pas été finalisés. Seuls les chercheurs hospitalo-universitaires et les fonctionnaires relevant de l'administration des services de santé publique sont pour le moment concernés.

Les autres fonctionnaires, les paramédicaux, les sages-femmes et les biologistes, ne seront pas augmentés tant que la question des régimes indemnitaires n'est pas finalisée. Pour rappel, en date du 13 décembre dernier, le secrétaire national en charge des conflits sociaux avait pointé du doigt le ministre de la Santé.

A. B.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ-PRATICIENS DE SANTÉ PUBLIQUE

Une commission mixte officiellement installée

Une commission mixte entre le ministère de la Santé et le Syndicat des praticiens de santé publique (SNPSP) a été officiellement installée lundi après-midi. Cette dernière s'est fixé un délai jusqu'à fin février pour finaliser les projets d'amendement du statut particulier et du régime indemnitaire des praticiens de santé publique.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Après une période de flottement, le ministre de la Santé a visiblement rouvert les portes du dialogue avec les praticiens de la santé publique. Ce dernier a promis de trouver des solutions aux différents problèmes des praticiens. Un engagement qu'il a une fois encore réitéré, lundi, lors de sa réunion avec le Syndicat des praticiens de la santé publique.

Pour commencer, une commission mixte «tutelle-SNPSP» a été officiellement installée lundi dernier. Le ministre de la Santé et le Syndicat des praticiens vont, désormais, travailler ensemble

pour finaliser le projet d'amendement du statut particulier des praticiens de la santé publique ainsi que le projet du régime indemnitaire. Les deux parties ont fixé un échéancier jusqu'à fin février prochain pour finaliser les deux projets.

Pour faire avancer les choses, la commission va se réunir deux fois par semaine. Selon le Dr Merabet, président du SNPSP, le ministre de la Santé s'est engagé à faire aboutir et adopter dans les plus brefs délais le statut des praticiens dans sa forme négociée. D'ailleurs, en signe de bonne foi, Ould-Abbès a signé lors de cette

rencontre l'arrêté d'application du décret exécutif N°244 du 22 juillet 2009 déterminant l'aménagement et la répartition des horaires de travail, revendiqué par la corporation depuis sa mise en œuvre. Les praticiens vont, ainsi, bénéficier de deux jours de repos, soit vendredi et samedi.

Le syndicat compte aboutir à un travail concret pour régler définitivement ce dossier. Objet du conflit qui a opposé les praticiens de la santé publique et le ministère de la Santé pendant plusieurs mois, durant l'année dernière. Ces derniers ont reproché au gouvernement d'avoir promulgué en novembre 2009 le statut des praticiens de la santé publique sans avoir pris en considération les propositions de la corporation négociées en commission mixte. «Concrètement, nous sommes dans un projet de solution. Nous

espérons que ce qui va être négocié cette fois-ci sera respecté», a déclaré le porte-parole des praticiens. Soulignons que le SNPSP entamera les travaux de son conseil national extraordinaire les 26 et 27 du mois en cours.

A l'ordre du jour, la validation du projet de statut élaboré au niveau du syndicat et le débat sur l'état de prise en charge de la plateforme de revendications. Outre le dossier du statut particulier, du régime indemnitaire et la question du week-end, le SNPSP revendique également l'octroi et la cessibilité pour le logement de fonction, à l'instar des autres corps de la Fonction publique, la levée de toutes entraves à l'exercice syndical ainsi que la mise en conformité de la prime d'intéressement. Des revendications que le ministre a promis de satisfaire.

S. A.

SELON L'ASSOCIATION AIDS ALGÉRIE

«Les comportements à risque sont élevés en milieu universitaire»

Une enquête réalisée auprès des jeunes universitaires relative à l'accès à l'information sur les IST/sida et à la promotion du dépistage volontaire révèle d'importantes lacunes sur le sujet et la prédominance d'idées reçues. Initiateur du projet en collaboration avec l'Onusida Othmane Bourouba, président de l'association AIDS Algérie explique, par ailleurs, que le mode d'intervention auprès des jeunes a dû être réadapté en vue de transmettre les messages de prévention contre le sida.

F.Zohra B. - Alger (Le Soir) - Partant de l'idée que l'information est le principal outil de prévention, l'association AIDS a ciblé dans son

étude le milieu des jeunes universitaires. Le projet a concerné près de 5 000 jeunes, de 19 à 24 ans et a ciblé l'accès à l'information sur les infections sexuellement transmissibles et le sida. Il s'agissait aussi pour les initiateurs du projet d'inciter à la promotion du dépistage volontaire anonyme et gratuit ainsi que la réduction de la transmission et la promotion de la distribution de préservatifs.

Selon les intervenants de la rencontre, organisée hier à l'Institut national de la santé publique (INSP), l'évolution de l'infection en Algérie touche particulièrement les jeunes filles et les jeunes hommes. Les sites ciblés sont l'Université des sciences et des technologies de Bab-Ezzouar (USTHB) ainsi que l'Ecole des hautes études du commerce de Ben-Aknoun (EHEC).

L'association, selon son président, a aussi prévu la distribution de 30 000 préservatifs. Cela en plus de 10 000 supports d'information et un CD. Par ailleurs, les résultats de l'enquête révèlent, notamment, qu'il est urgent de mettre l'accent sur la féminisation de l'infection, d'appuyer davantage l'effort sur le dépistage comme moyen de prévention, de conseiller le préservatif et d'insister sur la non-stigmatisation.

Il ressort aussi de l'enquête qu'en dépit des connaissances des jeunes, les comportements à risques sont élevés. Du fait que 11 % des étudiants qui ont des rapports sexuels avant l'âge de 15 ans, plus de la moitié des hommes homosexuels (56,5 %), 71,8 % de consommateurs des drogues injectables et une moitié des jeunes ayant eu plus d'un partenaire au cours

des douze derniers mois, déclarent ne pas se protéger lors de la pratique des rapports sexuels.

Les spécialistes sont donc arrivés à la conclusion qu'il est impératif de développer une stratégie d'intervention pluridisciplinaire regroupant des médecins, psychologues, éducateurs, formateurs et sociologues. Ces recommandations, selon le président de l'association AIDS, doivent aussi être suivies par des évaluations régulières avec la multiplication des enquêtes comportementales et en les élargissant à plusieurs groupes de populations.

Selon M. Bourouba, les réseaux sociaux comme Twitter et Facebook ont aussi été utilisés pour élargir le champ d'intervention concernant les opérations de prévention.

F-Z. B.

BÉJAÏA

La grève
des paramédicaux
massivement
suivie à Amizour

A l'appel de leur syndicat autonome, le Snapap, les paramédicaux de l'EPH d'Amizour ont répondu massivement, hier, au mot d'ordre de grève. Le secrétaire général de la section syndicale du Snapap de la structure de santé d'Amizour annonce un taux de suivi de 100%. Seul le service minimum a été assuré, a précisé le syndicaliste du Snapap, Nadir Touati.

Un rassemblement de paramédicaux a été aussi observé durant la journée devant l'entrée de l'hôpital pour réclamer la promulgation urgente de leur nouveau statut particulier et du régime indemnitaire, ainsi qu'une augmentation conséquente des salaires, en rapport avec l'actuel pouvoir d'achat et les efforts fournis sur le terrain.

Bien que le service minimum ait été assuré, les paramédicaux ont tenu à se mobiliser pour faire entendre leurs voix. Par leur action, les paramédicaux d'Amizour entendent exprimer leur mécontentement contre leur «marginalisation» et le «mépris» affiché par le ministère de tutelle à leur égard.

Dans une déclaration rendue publique, les protestataires ont dénoncé «le non-respect du droit à l'exercice syndical et l'exclusion de leur syndicat du dialogue avec la tutelle». «Le recours à la grève demeure l'unique moyen pour faire valoir nos droits légitimes», a estimé le secrétaire général de la section Snapap de l'EPH d'Amizour.

Le personnel paramédical d'Amizour a menacé de radicaliser son mouvement de protestation dans le cas où le ministère de tutelle «persiste à faire la sourde oreille» à ses revendications.

Réagissant à la dernière sortie de Ould-Abbès, ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, à travers laquelle il a annoncé «le dépôt au niveau de la Fonction publique du nouveau statut des paramédicaux», tout en rappelant «les multiples promesses non tenues de la tutelle», le syndicaliste du Snapap, Nadir Touati a déclaré que sa «corporation attend du concret». «C'est un air de déjà entendu, à chaque fois on nous ressort le même refrain, à savoir que le statut est promulgué et sera incessamment déposé au niveau de la Fonction publique. On ne peut plus nous leurrer et nous nourrir de promesses», tonne le même syndicaliste qui annonce au passage qu'une action de rue est d'ores et déjà programmée au niveau du chef-lieu de wilaya pour la semaine prochaine.

Un appel a été aussi lancé au personnel paramédical des autres structures de santé de la wilaya et des autres régions du pays pour rejoindre la protestation jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications.

A. Kersani